

Vu l'avis émis en date du 22 avril 2003 par la S.A. "Bureau VAN DIJK, Ingénieurs conseils en gestion", organisme d'avis agréé, sur la conformité des systèmes de vote et de totalisation présentés sous les appellations "DIGIVOTE I" et "DIGIVOTE II" par la S.A./N.V. STERIA aux conditions générales d'agrément fixées par l'arrêté royal du 18 avril 1994 précité,

Arrête :

**Article unique.** Les systèmes automatisés de vote et de totalisation présentés sous les appellations "DIGIVOTE I" et "DIGIVOTE II" par la S.A./N.V. STERIA sont agréés pour les élections des Chambres législatives fédérales du 18 mai 2003.

Bruxelles, le 5 mai 2003.

A. DUQUESNE

Gelet op het advies dat, de N.V. "Bureau VAN DIJK, Bedrijfsconsulenten", erkend adviesorgaan, op 22 april 2003 heeft uitgebracht over de overeenstemming van de stem- en optelsystemen voorgesteld door de firma S.A./N.V. STERIA onder de benamingen "DIGIVOTE I" en "DIGIVOTE II" met de algemene erkenningsvoorwaarden vastgesteld bij voormeld koninklijk besluit van 18 april 1994,

Besluit :

**Enig artikel.** De geautomatiseerde stem- en optelsystemen die onder de benamingen "DIGIVOTE I" en "DIGIVOTE II" worden voorgesteld door de firma S.A./N.V. STERIA, worden goedgekeurd voor de verkiezing van de federale Wetgevende Kamers van 18 mei 2003.

Brussel, 5 mei 2003.

A. DUQUESNE

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 1827

[C — 2003/29258]

#### 10 AVRIL 2003. — Décret relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Instances d'avis ou institutions consultatives » ci-après dénommées « institutions » : les conseils et commissions consultatifs relevant des matières visées par l'article 4, 1°, 3°, 4° et 5°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

2° « Membres d'un cabinet ministériel » : les membres d'un cabinet ministériel d'un ministre du Gouvernement de la Communauté française;

#### CHAPITRE II. — De la composition, de la procédure de nomination et de l'indépendance des membres des instances d'avis

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. La qualité de membre d'une instance d'avis est incompatible avec les fonctions suivantes :

1° membre d'un cabinet ministériel;

2° sans préjudice du § 4 du présent article, agent statutaire ou contractuel du Ministère de la Communauté française ou du Commissariat général aux relations internationales qui est conduit, en raison de sa fonction, à examiner des dossiers relatifs à la reconnaissance, au subventionnement et au fonctionnement de personnes actives dans le secteur culturel et dépendant de la Communauté française;

3° membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

§ 2. Le membre d'un cabinet ministériel qui appartient à une instance d'avis cesse immédiatement de siéger au sein de celle-ci. Les personnes concernées par le présent paragraphe sont remplacées par un membre de la réserve définie à l'article 8, qui achève leur mandat.

§ 3. La personne visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, qui appartient à une instance d'avis cesse immédiatement de siéger au sein de celle-ci. Les personnes concernées par le présent paragraphe sont remplacées par un membre de la réserve définie à l'article 8, qui achève leur mandat.

§ 4. A moins que le décret portant création de l'instance d'avis n'en dispose autrement, le secrétariat de celle-ci est assuré, sous l'autorité du président, par un agent de l'administration désigné par le Gouvernement.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme les membres de l'institution après un appel public aux candidatures dont il détermine les modalités d'organisation.

Les candidats doivent justifier leur compétence ou leur expérience professionnelle ainsi que leur motivation à siéger au sein de l'institution. Ils indiquent également, si possible, s'ils se présentent en tant que professionnel, expert, représentant des tendances idéologiques ou philosophiques ou représentant des usagers ou groupements d'utilisateurs.

§ 2. S'il existe, au sein du secteur concerné, des associations représentatives reconnues conformément à l'article 7, les candidatures recueillies leur sont transmises par le Gouvernement. Celles-ci soumettent au Gouvernement la liste des candidatures qu'elles soutiennent, représentant, si possible, le double de postes à pourvoir. Le Gouvernement arrête les modalités de cette consultation préalable. Les listes des associations consultées sont remises dans un délai maximal d'un mois à dater de la réception de la demande du Gouvernement. A défaut, la procédure de nomination est poursuivie.

§ 3. Sur proposition de l'institution, le Gouvernement nomme un président parmi les membres de l'instance d'avis en raison de sa compétence et de sa connaissance du secteur. Si possible, le président est nommé parmi des personnes dont l'activité professionnelle ne relève pas directement de l'instance d'avis.

§ 4. Dans l'éventualité où la composition finale de l'institution n'assure pas le respect des dispositions de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, le Gouvernement procède à un nouvel appel public aux candidatures.

§ 5. Le ministre ou son représentant peut être invité aux réunions de l'instance d'avis.

§ 6. Le Président de l'instance d'avis peut inviter toute personne susceptible d'apporter un complément d'information à l'institution sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour.

**Art. 4.** Le Gouvernement peut déroger aux dispositions des paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 de l'article 3, lorsque l'institution est exclusivement composée de délégués d'autres organes consultatifs.

**Art. 5.** Les membres sont nommés pour un mandat d'une durée maximale de 5 ans.

Ils ne peuvent exercer plus de deux mandats consécutifs.

**Art. 6.** Le Gouvernement communique au Conseil de la Communauté française et à l'Observatoire des politiques culturelles la liste des membres composant chaque instance d'avis en motivant la composition retenue pour chaque institution.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement agréé les associations représentatives :

1° qui sont constituées sous forme d'association sans but lucratif;

2° dont l'objet social, les activités réelles et l'ampleur de celles-ci consistent au moins à représenter au moins une discipline du secteur concerné;

3° dont l'organisation offre des garanties en matière de démocratie interne;

4° dont aucun membre n'est membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide;

5° qui couvrent soit la région de langue française, soit la région bilingue de Bruxelles-Capitale soit la région de langue française et la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° qui représentent, dans un des territoires qui précèdent, un pourcentage minimal déterminé par le Gouvernement pour chaque secteur, des personnes reconnues, ou, à défaut d'un mécanisme de reconnaissance, subventionnées par la Communauté française;

7° qui disposent du personnel permanent, des conditions matérielles (local, numéro de compte, téléphone) et des structures administratives nécessaires pour assurer leur mission et leur représentativité.

§ 2. Chaque association représentative agréée remet un rapport bisannuel au Gouvernement et à l'Observatoire des politiques culturelles comprenant la liste de ses membres, ses statuts ainsi qu'un rapport d'activités.

§ 3. Le Gouvernement peut retirer l'agrément de l'association qui ne remplit plus les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 8.** Pour chaque instance d'avis, le Gouvernement établit une liste de réserve composée d'un nombre de membres suppléants au moins égal à la moitié du nombre de membres de l'institution d'avis.

Le membre suppléant achève le mandat du membre remplacé.

### CHAPITRE III. — *Du fonctionnement transparent et dynamique et de la publicité de l'instance d'avis*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Chaque instance d'avis formule, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, tout avis, recommandation ou proposition relatif aux politiques menées dans les matières relevant de sa compétence.

§ 2. Lorsque l'instance d'avis est saisie d'une demande d'avis, l'Administration communique les dossiers complets en sa possession dans les plus brefs délais aux membres de l'instance d'avis. L'instance d'avis transmet ses rapports au Gouvernement au plus tard :

a) un mois après la transmission par le Gouvernement pour ce qui concerne les avis relatifs à un projet d'arrêté ou lorsque le Gouvernement sollicite un avis dans l'urgence dûment motivée. Dans ce cas, l'avis est rendu dans le mois.

b) trois mois après la transmission par l'Administration du dossier complet pour ce qui concerne les avis relatifs à des demandes de subventions ponctuelles, ou relatifs à un avant-projet de décret.

c) cinq mois après la transmission par l'Administration du dossier complet pour ce qui concerne les avis relatifs à des demandes de contrats-programme ou de subventions pluriannuelles. Si les délais visés à l'alinéa 2 ne sont pas respectés, le Gouvernement prendra sa décision sans le rapport de l'instance d'avis.

**Art. 10.** Chaque institution est tenue d'élaborer un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

- 1° la méthodologie de travail que l'institution entend suivre;
- 2° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à une par trimestre, sauf pour ce qui concerne les institutions qui ne se prononcent pas sur des demandes de subventions;
- 3° les règles prévues en matière de procuration à un autre membre de l'institution, étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration;
- 4° l'obligation de rédiger un résumé des débats tenus au cours de chaque réunion. Ce résumé sera transmis au Gouvernement en même temps que l'avis;
- 5° les modalités de dépôt d'une ou de plusieurs notes de minorité;
- 6° le fait que l'avis rendu l'est au nom de l'institution et sans indications nominatives;
- 7° le quorum de présence et le quorum de vote applicables au sein de l'instance d'avis.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Chaque institution a la faculté d'entendre le responsable du projet sur lequel porte l'avis. Le règlement d'ordre intérieur prévoit les cas où cette audition est obligatoire.

§ 2. Il est interdit, pour le membre de l'institution qui remet un projet soumis à celle-ci, de participer aux débats et à la prise de décision relatifs audit projet.

**Art. 12.** Chaque institution a l'obligation de motiver ses avis. Le Gouvernement transmet copie de l'avis de l'institution lors de la notification de sa décision au responsable du projet.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Chaque institution remet annuellement au Gouvernement, au Parlement et à l'Observatoire des politiques culturelles un rapport d'activités comprenant au minimum :

- 1° la liste des dossiers qui lui ont été soumis;
- 2° les avis rendus et les critères dont il a été tenu compte dans leur élaboration;
- 3° la présence de ses membres lors des réunions.

§ 2. Les services de la Communauté française assurent la mise en ligne de ces rapports sur le site officiel de la Communauté française à la fin de chaque année d'exercice de l'instance d'avis, dans le respect des dispositions du décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les membres d'une instance d'avis sont démissionnaires de plein droit en cas d'absence sans justification préalable à trois réunions annuelles.

§ 2. Tout membre qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné est réputé démissionnaire.

**Art. 15.** Le Gouvernement arrête le montant perçu par les membres des institutions par jeton de présence, ainsi que, le cas échéant, le montant perçu par dossier traité et les frais de déplacement.

#### CHAPITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'article 3, 1<sup>er</sup> alinéa, du décret du 28 février 1978 organisant le service public de la Lecture, les mots « leur organisation et leur fonctionnement sont réglés par l'Exécutif » sont supprimés.

§ 2. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mars 1995 relatif à l'organisation du service public de la Lecture, les mots « le Gouvernement crée » et les mots « et est dirigé par un fonctionnaire placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur de cette administration » sont supprimés.

§ 3. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 mars 1990 portant création du Conseil du livre de la Communauté française Wallonie-Bruxelles :

- 1° le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « Le Conseil du livre de la Communauté française est dénommé ci-après Le Conseil »;
- 2° à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, les mots « de huit membres de droit et » et les mots « ils sont renouvelables » sont supprimés;
- 3° le paragraphe 2 de l'article 2 est abrogé;
- 4° au paragraphe 3 de l'article 2, les mots « les membres désignés par le ministre sont » sont remplacés par « la représentation des différentes disciplines du secteur est réalisée de la manière suivante »;
- 5° les articles 3, 4, 5 et 6 sont abrogés;
- 6° à l'article 7, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéas, les mots « A l'exclusion des fonctionnaires » sont supprimés.

§ 4. Dans l'arrêté de l'Exécutif du 5 juillet 1985 créant une Commission des lettres de la Communauté française :

- 1° le premier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « la Commission des lettres de la Communauté française est dénommée ci-après La Commission »;
- 2° à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, le point *d*) est supprimé;
- 3° à l'article 2, § 2, les mots « Leur mandat est renouvelable » sont supprimés;
- 4° l'article 3 est abrogé.

§ 5. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988 fixant les modalités de l'aide à l'édition dans la Communauté française :

1° l'article 2 est remplacé par la disposition suivante : « La Commission d'aide à l'édition est dénommée ci-après La Commission »;

2° l'article 6 est abrogé.

§ 6. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991 fixant les modalités de l'aide à la diffusion dans la Communauté française :

1° à l'article 3, les mots « d'une commission » sont remplacés par les mots « de la commission d'aide à la diffusion »; les mots « Les mandats sont renouvelables » et les mots « Le Secrétaire de la Commission est désigné par le Directeur général de la Culture et de la Communication » sont supprimés;

2° l'article 5 est abrogé.

§ 7. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1992 portant création du Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française :

1° l'article 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « Le Conseil supérieur de la Langue française est dénommé ci-après Le Conseil »;

2° l'article 5 est remplacé par la disposition suivante : « Le Conseil se compose de membres reconnus pour leur compétence et leur action en matière de langue française dans les domaines socio-économique, scientifique, juridique, politique, de renseignement et de la formation, des médias, de la philologie, de la linguistique, des arts et des lettres. Les mandats sont attribués pour quatre ans. »;

3° les articles 6, 7 et 9 sont abrogés;

§ 8. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mars 1991 instituant un Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française :

1° l'article 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « Le Conseil des Langues régionales endogènes de la Communauté française est dénommé ci-après Le Conseil »;

2° à l'article 4, deuxième alinéa, le mot « renouvelable » est supprimé;

3° à l'article 6, deuxième alinéa, les mots « et peut être renouvelé » sont supprimés;

4° les articles 5, 7 et 8 sont abrogés.

§ 9. Dans le décret du 5 juillet 1985 instituant un Conseil d'héraldique et de vexillologie de la Communauté française de Belgique et fixant le drapeau, le sceau et les armoiries des villes et communes :

1° l'article 2, alinéa 2 est abrogé;

2° à l'article 2, troisième alinéa, les mots « et un représentant de l'Exécutif » sont supprimés;

3° à l'article 2, quatrième alinéa, les mots « les membres sont nommés pour une durée de quatre ans » et les mots « Leur mandat est renouvelable » sont supprimés;

4° à l'article 3, le premier alinéa est supprimé et au deuxième alinéa, les mots « et est renouvelable » sont supprimés;

5° l'article 3, alinéa 2 est abrogé;

6° à l'article 5, deuxième alinéa, les mots « donné dans les trois mois » sont supprimés.

§ 10. Dans le décret du 26 mai 1981 instituant un Conseil supérieur des arts et traditions populaires et du folklore, l'article 4 est abrogé.

§ 11. Dans le décret du 13 juillet 1994 portant agrément et subvention des centres d'archives privés en Communauté française de Belgique :

1° à l'article 12, premier alinéa, les mots « il se réunit au moins deux fois par an » sont supprimés;

2° à l'article 12, deuxième alinéa, les mots « de deux représentants de la Direction générale de la Culture et de la Communication » et les mots « et du ministre qui a la Culture dans ses attributions ou de son représentant » sont supprimés;

3° l'article 13 est abrogé;

4° dans le premier alinéa de l'article 14, les mots « et renouvelables » sont supprimés.

§ 12. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1988 instituant la Commission consultative des Arts plastiques de la Communauté française :

1° à l'article 1<sup>er</sup> les mots « Sous la dénomination « Commission consultative des Arts plastiques, il est institué une commission qui » sont remplacés par les mots « La Commission consultative des Arts plastiques ci-après dénommée « Commission » »;

2° à l'article 2<sup>bis</sup>, deuxième alinéa, le point 1° est supprimé.

§ 13. Le présent décret ne s'applique pas à l'instance d'avis créée par le décret du 10 mai 1984 relatif à l'intégration d'œuvres d'art dans les bâtiments publics.

§ 14. Dans l'arrêté de l'Exécutif du 26 juin 1990 instituant un Conseil supérieur d'Ethnologie de la Communauté française de Belgique :

1° l'article 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante : « Le Conseil supérieur d'Ethnologie de la Communauté française de Belgique est dénommé ci-après Le Conseil »;

2° à l'article 4, premier alinéa, les mots « après avis du Conseil », et le mot « renouvelable » sont supprimés;

3° les articles 5, 6, 8, 9, 11 et 12 sont abrogés.

§ 15. Dans le décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels :

1° l'article 20 est supprimé;

2° à l'article 23, les mots « un président et » sont supprimés et les mots « adopte son règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est approuvé par l'Exécutif lequel s'assure en outre de la régularité des élections. » sont supprimés;

3° à l'article 24, les mots « L'Exécutif détermine les jetons de présence et les indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre les membres de la commission consultative des centres culturels » sont supprimés;

4° l'article 25 est abrogé.

§ 16. Dans le décret du 13 juillet 1994 relatif au théâtre pour l'enfance et la jeunesse :

1° à l'article 19, premier alinéa, les mots « et dont le mandat peut être renouvelé » sont supprimés;

2° le troisième alinéa de l'article 19 est supprimé;

3° l'article 20 est abrogé.

§ 17. Dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 21 octobre 1987 portant création de la Commission consultative du théâtre amateur :

1° l'article 2 est remplacé par la disposition suivante : « La Commission consultative du théâtre amateur est dénommée ci-après, la Commission »;

2° l'article 5, premier alinéa est supprimé.

**Art. 17.** Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement, et au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 2003.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,

P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,

R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme N. MARECHAL

—————  
Note

*Session 2002-2003.*

*Documents du conseil.* — Projet de décret, n° 364-1. — Amendements de commission, n° 364-2. — Rapport n° 364-3.

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. — Séance du 8 avril 2003.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1827

[C — 2003/29258]

**10 APRIL 2003.** — **Decreet betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector (1)**

HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** In dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Adviesinstanties of adviesverlenende instellingen », hierna « instellingen » genoemd : de adviesraden en adviescommissies die ressorteren onder de aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 1°, 3°, 4° en 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

2° « Leden van een ministerieel kabinet » : de leden van een ministerieel kabinet van een minister van de Franse Gemeenschapsregering.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling, benoemingsprocedure en onafhankelijkheid van de leden van de adviesinstanties*

**Art. 2.** § 1. De hoedanigheid van lid van een adviesinstantie is onverenigbaar met de volgende ambten :

1° lid van een ministerieel kabinet;

2° onverminderd § 4 van dit artikel, statutair of contractueel personeelslid van het ministerie van de Franse Gemeenschap of van het Commissariaat-Generaal voor de Internationale Betrekkingen dat, in hoofde van zijn ambt, dossiers onderzoekt voor de erkenning, subsidiëring en werking van personen die werkzaam zijn binnen de culturele sector en afhangen van de Franse Gemeenschap;

3° lid van een orgaan of vereniging die de beginselen van de democratie niet naleeft zoals onder meer gesteld in de Grondwet of in het Europees Verdrag ter verdediging van de Rechten van de Mens en van de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

§ 2. Het lid van een ministerieel kabinet dat behoort tot een adviesinstantie stopt onmiddellijk met zetelen in deze instantie. De personen waarop deze paragraaf van toepassing is worden vervangen door een lid uit de reservelijst bedoeld in artikel 8 en dat hun mandaat voltooit.

§ 3. De persoon bedoeld in paragraaf 1, 2°, die behoort tot een adviesinstantie stopt onmiddellijk met zetelen in deze. De personen waarop deze paragraaf van toepassing is worden vervangen door een lid uit de reservelijst bedoeld in artikel 8 en dat hun mandaat voltooit.

§ 4. Tenzij het decreet tot oprichting van de adviesinstantie het anders bepaalt, wordt het secretariaat ervan, onder het gezag van de voorzitter, waargenomen door een ambtenaar van het bestuur die is aangeduid door de Regering.

**Art. 3.** § 1. De Regering benoemt de leden van de instelling na een openbare oproep tot kandidaten en regelt de organisatie hiervan.

De kandidaten moeten hun bekwaamheid en beroepservaring alsook hun motivatie om te zetelen in de instelling, verantwoorden. Indien mogelijk zeggen ze tevens of zij zich aanmelden als beroeps, expert, vertegenwoordiger van ideologische of levensbeschouwelijke stromingen of vertegenwoordiger van gebruikers of gebruikersverenigingen.

§ 2. Indien er, binnen de betrokken sector, representatieve verenigingen bestaan die erkend zijn overeenkomstig artikel 7, worden de ingediende kandidaturen hen door de Regering overhandigd. Deze leggen de Regering de lijst voor van de kandidaten die zij steunen. Op deze lijst staan, voorzover mogelijk, dubbel zoveel kandidaturen als te begeven posten. De Regering legt de nadere regels voor deze voorafgaandelijke raadpleging vast.

De lijsten van de geraadpleegde verenigingen worden uiterlijk een maand na de ontvangst van de aanvraag van de Regering overhandigd. Zoniet wordt de benoemingsprocedure voortgezet.

§ 3. De Regering benoemt, op de voordracht van de instelling, een voorzitter oder de leden van de adviesinstantie op grond van zijn bekwaamheid en kennis van de sector.

Indien mogelijk wordt de voorzitter gekozen onder diegenen wier beroepsactiviteit niet rechtstreeks afhangt van de adviesinstantie.

§ 4. In het geval dat de uiteindelijke samenstelling van de instelling niet zou stroken met de bepalingen van de wet van 16 juli 1973, lanceert de Regering een nieuwe openbare oproep tot kandidaten.

§ 5. De minister of diens vertegenwoordiger kan worden uitgenodigd op de vergaderingen van de adviesinstantie.

§ 6. De voorzitter van de adviesinstantie mag eenieder uitnodigen die bijkomende informatie kan verstrekken aan de instelling over een of meer punten op de agenda.

**Art. 4.** De Regering kan afwijken van de bepalingen van paragrafen 1 en 2 van artikel 3, wanneer de instelling uitsluitend bestaat uit afgevaardigden van andere adviesorganen.

**Art. 5.** De leden worden benoemd voor een mandaat met een maximumduur van 5 jaar.

Ze mogen niet meer dan twee opeenvolgende mandaten uitoefenen.

**Art. 6.** De Regering bezorgt de Raad van de Franse Gemeenschap en het « Observatoire des Politiques culturelles » de lijst van de leden die zetelen in iedere adviesinstantie en motiveert telkens de samenstelling die is weerhouden voor iedere instelling.

**Art. 7.** § 1. De Regering erkent de representatieve verenigingen :

1° die opgericht zijn in de vorm van vereniging zonder winstoogmerk;

2° wier maatschappelijk doel, reële activiteiten en omvang minstens een tak van de betrokken sector vertegenwoordigen;

3° wier organisatie garanties biedt wat betreft de interne democratie;

4° waarvan geen enkel lid lid is van een orgaan of vereniging die de beginselen van de democratie niet naleeft zoals onder meer gesteld in de Grondwet of in het Europees Verdrag ter verdediging van de Rechten van de Mens en van de fundamentele vrijheden, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd;

5° die ofwel het Franstalig gewest, ofwel het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad, ofwel het Franstalig gewest en het tweetalig gewest Brussel-Hoofdstad dekken;

6° die, op een van voornoemde grondgebieden, een door de Regering voor iedere sector vastgelegd minimumpercentage vertegenwoordigen van erkende personen, of, bij gebrek aan erkenningsmechanisme, gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

7° die beschikken over vast personeel, materieel (lokalen, rekeningnummer, telefoon) en de nodige administratieve structuur voor de volbrenging van hun opdracht en voor hun vertegenwoordiging.

§ 2. Iedere erkende representatieve vereniging overhandigt de Regering en het « Observatoire des politiques culturelles » een tweemaaljaarlijk verslag met daarin haar ledenlijst, haar statuten en een activiteitenverslag.

§ 3. De Regering kan de erkenning intrekken van die vereniging die niet langer voldoet aan de voorwaarden gesteld in paragraaf 1.

**Art. 8.** Voor iedere adviesinstantie stelt de Regering een reservelijst op met plaatsvervangende leden wier aantal minstens gelijk is aan de helft van de leden van de adviesverlenende instelling.

De plaatsvervanger voltooit het mandaat van het vervangen lid.

**HOOFDSTUK III. — *Transparante en dynamische werking en openbaarheid van de adviesinstantie***

**Art. 9.** § 1. Iedere adviesinstantie formuleert, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, een advies, een aanbeveling of een voorstel over het beleid dat onder haar bevoegdheden ressorteert.

§ 2. Wanneer de adviesinstantie om advies verzocht wordt, bezorgt het Bestuur de volledige dossiers die in zijn bezit zijn zo vlug mogelijk naar de leden van de adviesinstantie.

De adviesinstantie bezorgt haar verslagen aan de Regering uiterlijk :

a) een maand na de verzending door de Regering wat betreft de adviezen over een ontwerpbesluit of wanneer de Regering een advies vraagt bij gemotiveerde hoogdringendheid. In dit geval wordt het advies binnen de maand uitgebracht;

b) drie maanden na de verzending, door het Bestuur, van het volledig dossier, wat betreft de adviezen over plaatselijke subsidieaanvragen of over een voorontwerp van decreet;

c) vijf maanden na de verzending, door het Bestuur, van het volledig dossier, wat betreft de adviezen over aanvragen om programmacontracten en meerjarensubsidies.

Als de termijnen in het tweede lid niet nageleefd worden, beslist de Regering zonder het verslag van de adviesinstantie.

**Art. 10.** Iedere instelling is verplicht een huishoudelijk reglement op te stellen dat, net als de wijzigingen hieraan, ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Dit huishoudelijk reglement omvat minstens :

1° de manier waarop de instelling wil te werk gaan;

2° het minimum aantal jaarlijkse vergaderingen, met een minimum van een per kwartaal, behalve wat betreft de instellingen die zich niet uitspreken over subsidieaanvragen;

3° de regels inzake de volmacht van een ander lid van de instelling, met dien verstande dat een lid slechts een volmacht kan hebben;

4° de verplichting om een beknopt verslag op te stellen van iedere vergadering. Dit verslag wordt samen met het advies verzonden naar de Regering;

5° de wijzen voor de indiening van één of meer minderheidsnota's;

6° het feit dat het advies uitgebracht is op naam van de instelling en zonder naamsverwijzigingen;

7° het aanwezigheidsquorum en het stemquorum dat geldt binnen de adviesinstantie.

**Art. 11.** § 1. Iedere instelling kan de verantwoordelijke waarover zij een advies uitbrengt, verhoren. Het huishoudelijk reglement voorziet in die gevallen waarbij dit verhoor verplicht is.

§ 2. Het is, voor het lid van de instelling die een project indient, verboden de debatten bij te wonen en deel te nemen aan de besluitvorming van dit project.

**Art. 12.** Iedere instelling is verplicht haar adviezen met redenen te omkleden. De Regering overhandigt een kopie van het advies van de instelling wanneer zij haar beslissing ter kennis brengt van de projectverantwoordelijke.

**Art. 13.** § 1. Iedere instelling overhandigt aan de Regering, het Parlement en het 'Observatoire des politiques culturelles' een activiteitenverslag dat minstens bestaat uit :

1° de lijst van de dossiers die haar zijn voorgelegd;

2° de uitgebracht adviezen en de criteria waarmee rekening werd gehouden bij hun opmaak;

3° de aanwezigheid van haar leden op de vergaderingen.

§ 2. De diensten van de Franse Gemeenschap staan in voor het on-line brengen van deze verslagen op de officiële website van de Franse Gemeenschap en dit op het einde van ieder dienstjaar van de adviesinstantie, in naleving van de bepalingen van het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

**Art. 14.** § 1. De leden van een adviesinstantie zijn van rechtswege ontslagnemend wanneer zij op drie vergaderingen tijdens het jaar afwezigheid waren zonder voorafgaandelijk te verwittigen.

§ 2. Ieder lid dat de hoedanigheid verliest waarin hij werd aangesteld, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

**Art. 15.** De Regering bepaalt het bedrag dat de leden van de instellingen krijgen als presentiegeld evenals, desgevallend, het bedrag per behandeld dossier en de verplaatsingskosten.

**HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen***

**Art. 16.** § 1. In artikel 3, eerste lid, van het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, worden de woorden « hun organisatie en hun werking wordt geregeld door de Executieve » geschrapt.

§ 2. In artikel 3 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 14 maart 1995 betreffende de organisatie van de openbare dienst voor leesvoorziening, worden de woorden « De Regering richt op » en de woorden « en wordt gelid door een ambtenaar geplaatst onder de hiërarchische leiding van de Directeur van dit bestuur » geschrapt.

§ 3. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 maart 1990 tot oprichting van de Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap Wallonië-Brussel :

1° wordt het eerste lid van artikel 1 vervangen door de volgende bepaling : « De Raad voor het Boek van de Franse Gemeenschap wordt hierna De Raad genoemd »;

2° worden in artikel 2, § 1, de woorden « acht leden van rechtswege en » de woorden « ze zijn hernieuwbaar » geschrapt;

3° wordt paragraaf 2 van artikel 2 geschrapt;

4° worden in paragraaf 3 van artikel 2 de woorden « de leden aangeduid door de minister worden » vervangen door « de vertegenwoordiging van de verschillende disciplines van de sector wordt op de volgende manier verwezenlijkt »;

5° worden artikelen 3, 4, 5 en 6 opgeheven;

6° worden in artikel 7, eerste en tweede lid, de woorden « met uitzondering van de ambtenaren » geschrapt.

§ 4. In het besluit van de Executieve van 5 juli 1985 tot oprichting van een Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap :

1° wordt het eerste lid van artikel 1 vervangen door de volgende bepaling : « de Commissie voor de letteren van de Franse Gemeenschap wordt hierna de Commissie genoemd »;

2° wordt punt *d*) van artikel 2, § 1, geschrapt;

3° worden in artikel 2, § 2, de woorden « hun mandaat is hernieuwbaar » geschrapt;

4° wordt artikel 3 opgeheven.

§ 5. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988 tot vaststelling van de nadere regels voor steun aan het uitgeversbedrijf in de Franse Gemeenschap :

1° wordt artikel 2 vervangen door de volgende bepaling : « De Commissie voor steun aan het uitgeversbedrijf wordt hierna de Commissie genoemd »;

2° wordt artikel 6 opgeheven.

§ 6. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991 tot vaststelling van de modaliteiten van de steun aan de verspreiding in de Franse Gemeenschap :

1° worden in artikel 3 de woorden « van een commissie » vervangen door « van de commissie voor de steun aan de verspreiding »; worden de woorden « de mandaten zijn hernieuwbaar » en de woorden « de Secretaris van de commissie wordt aangeduid door de directeur-generaal van Cultuur en Communicatie » geschrapt;

2° wordt artikel 5 opgeheven.

§ 7. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1992 houdende oprichting van de « Conseil supérieur de la Langue française de la Communauté française » (Hoge Raad voor de Franse Taal van de Franse Gemeenschap)

1° wordt artikel 1 vervangen door de volgende bepaling : « De Hoge Raad voor de Franse Taal wordt hierna de Raad genoemd »;

2° wordt artikel 5 vervangen door de volgende bepaling : « De Raad bestaat uit leden die bekend staan om hun bekwaamheid en inzet voor de Franse taal op sociaal-economisch, wetenschappelijk, juridisch, politiek vlak en in het domein van de informatie en vorming, de media's, de filologie, de taalkunde, de kunsten en letteren. De mandaten worden verleend voor vier jaar. »;

3° worden artikelen 6, 7 en 9 opgeheven.

§ 8. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 maart 1991 houdende oprichting van een Raad voor Inheemse Regionale Talen van de Franse Gemeenschap :

1° wordt artikel 1 vervangen door de volgende bepaling : « De Raad van de Inheemse Regionale Talen van de Franse Gemeenschap wordt hierna de Raad genoemd »;

2° wordt in artikel 4, tweede lid, het woord « hernieuwbaar » geschrapt;

3° worden in artikel 6, tweede lid, de woorden « en kan worden hernieuwd » geschrapt;

4° worden artikel 5, 7 en 8 opgeheven.

§ 9. In het decreet van 5 juli 1985 tot oprichting van de Raad voor heraldiek en vlaggenkunde van de Franse Gemeenschap van België en tot vaststelling van de vlag, het zegel en het wapen van de steden en gemeenten :

1° wordt artikel 2, tweede lid, opgeheven;

2° worden in artikel 2, derde lid, de woorden « en een vertegenwoordiger van de Executieve » geschrapt;

3° worden in artikel 2, vierde lid, de woorden « de leden worden benoemd voor een duur van vier jaar » en de woorden « Hun mandaat is hernieuwbaar » geschrapt;

4° wordt het eerste lid van artikel 3 geschrapt en worden in het tweede lid de woorden « en is hernieuwbaar » geschrapt;

5° wordt artikel 3, tweede lid, geschrapt;

6° worden in artikel 5, tweede lid, de woorden « gegeven binnen de drie maand » geschrapt.

§ 10. In het decreet van 26 mei 1981 tot inrichting van de Hoge Raad voor volkskunst en volksgebruik wordt artikel 4 opgeheven.

§ 11. In het decreet van 13 juli 1994 houdende erkenning en subsidiëring van de centra voor private archieven in de Franse Gemeenschap van België :

1° worden in artikel 12, eerste lid, de woorden « hij vergadert minstens eenmaal per jaar » geschrapt;

2° worden in artikel 12, tweede lid, de woorden « van twee vertegenwoordigers van de Algemene directie van Cultuur en Communicatie » en de woorden « en van de minister bevoegd voor Cultuur of zijn vertegenwoordiger » geschrapt;

3° wordt artikel 13 opgeheven;

4° worden in het eerste lid van artikel 14 de woorden « en hernieuwbaar » geschrapt.

§ 12. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 juni 1988 van de Franse Gemeenschap tot oprichting van een Commissie van advies voor de beeldende kunsten van de Franse Gemeenschap :

1° worden in artikel 1 « Onder de benaming « Commissie van advies voor de beeldende kunsten », wordt een commissie opgericht » vervangen door « de Adviescommissie voor de beeldende kunsten hierna « Commissie » genoemd;

2° wordt in artikel 2bis, tweede lid, het punt 1° geschrapt.

§ 13. Dit decreet is niet van toepassing op de adviesinstantie die is opgericht bij decreet van 10 mei 1984 betreffende de integratie van kunstwerken in de openbare gebouwen.

§ 14. In het besluit van de Executieve van 26 juni 1990 tot instelling van een Hoge Raad voor Etnologie van de Franse Gemeenschap van België :

1° wordt artikel 1 vervangen door de volgende bepaling : « De Hoge Raad voor Etnologie van de Franse Gemeenschap van België wordt hierna de Raad genoemd »;

2° worden in artikel 4, eerste lid, de woorden « na advies van de Raad », en het woord « hernieuwbaar » geschrapt;

3° worden artikelen 5, 6, 8, 9, 11 en 12 opgeheven.

§ 15. In het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra :

1° wordt artikel 20 geschrapt;

2° worden in artikel 23 de woorden « een voorzitter en » geschrapt en worden de woorden « keurt zijn huishoudelijk reglement goed. Dit reglement wordt goedgekeurd door de Executieve die daarnaast instaat voor de wettigheid van de verkiezingen. » geschrapt;

3° worden in artikel 24 de woorden « De Executieve bepaalt de presentiegelden en verplaatsingsvergoedingen waarop de leden van de adviescommissie voor de culturele centra aanspraak kunnen maken » geschrapt;

4° wordt artikel 25 opgeheven.

§ 16. In het decreet van 13 juli 1994 betreffende het kinder- en jeugdtheater :

1° worden in artikel 19, eerste lid, de woorden « en waarvan het mandaat kan worden hernieuwd » geschrapt;

2° wordt het derde lid van artikel 19 geschrapt;

3° wordt artikel 20 opgeheven.

§ 17. In het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 21 oktober 1987 houdende oprichting van de Adviescommissie voor het amateurtheater :

1° wordt artikel 2 vervangen door de volgende bepaling : « De Adviescommissie voor amateurtheater wordt hierna de Commissie genoemd »;

2° wordt artikel 5, eerste lid, geschrapt.

**Art. 17.** Dit decreet treedt in werking op de dag bepaald door de Regering en uiterlijk op 1 januari 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 10 april 2003.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,  
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,  
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,  
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,  
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,  
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,  
Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 364-1. — Commissieamendementen, nr. 364-2. — Verslag, nr. 364-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 8 april 2003.